

JOURNAL L'ITINÉRAIRE

Rien dans les mains, rien dans les poches, mais un journal dans la tête

Vol. II No 6 • Montréal • juin 1995
1\$
...

*Une presse marginale
qui
s'impose!*



Entre autres...

Presses gaies
Loin de la marge

Pages 3-5

Humour
Journal de détrakés?

Page 6

Journal de la rue
Pour que les jeunes s'en sortent

Page 7

La presse carcérale
abat des murs

Page 10

Dans leur lutte pour se faire une place,
les imprimés à petit tirage déploient
de gros efforts pour se démarquer.

Des petites presses qui veulent tirer fort!


Présentation
Robert Beaupré

JOURNAL L'ITINÉRAIRE
1223, rue Ontario Est
Montréal (Québec)
H2L 1R5
Tél.: (514) 597-0238
Fax: (514) 597-1544

Le Journal L'itinéraire est un mensuel publié par le Groupe L'itinéraire et vendu sur la rue au coût de 1\$ dont 50¢ revient directement au vendeur itinérant. Tirage: 22 000 exemplaires.

Le Journal L'itinéraire est vendu et produit en majeure partie par des personnes itinérantes, ex-itinérantes et/ou toxicomanes, dans le but de leur venir en aide et permettre leur réinsertion future sur le marché du travail. Les articles écrits par des journalistes pigistes professionnels portent la mention «collaboration spéciale».

Comité de direction: Alain Demers, Josette Bouchard, Johanne Poulin • Rédacteur en chef: Serge Lareault • Adjoint à la rédaction: Robert Beaupré • Collaborateurs: Cylvie Gingras, Richard Héту, Pierre Hamel • Mise en page: Josette Bouchard, Serge Lareault • Promotion: Serge Lareault, Alain Demers • Adjoint administratif: Alain Demers • Secrétaire administratif: Denis Blanchard • Distribution: Johanne Poulin, Denise English, Gabriel Bissonnette, Michel Desjardins, François Thivierge • Secrétaire-réceptionniste: Danielle Larivée • Photos: Stéphane Labelle • Illustrations: Poll Mall • Correction: Jean Le May, Jacques Larue-Langlois • Mots-croisés: Denis Blanchard • Imprimeur: Imprimerie Québecor

 L'itinéraire est entièrement recyclable

La formation professionnelle des travailleurs et travailleuses au journal L'itinéraire a été rendue possible grâce au support de la SQDM et de la CDEC du Plateau Mont-Royal/Centre-Sud.

L'itinéraire de ce mois-ci consacre un dossier à la création journalistique à petite échelle, à la presse marginale, religieuse, multi-ethnique, gaie ou engagée politiquement et socialement. De cet univers souvent empreint de précarité mais aussi de créativité, nous choisissons de dresser un échantillonnage, nourri de la passion et du zèle de chacun de ses artisans.

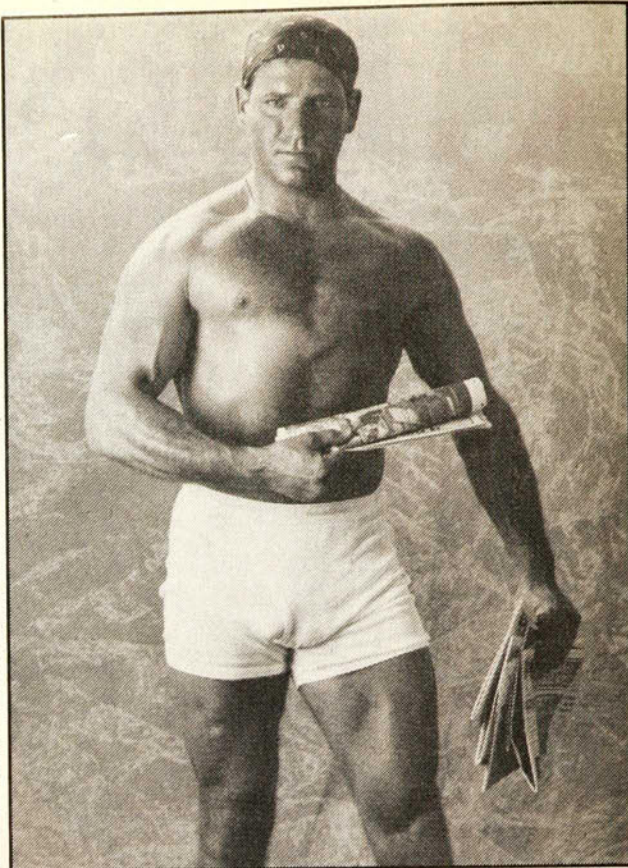
Le réseau Internet, avec son raz-de-marée d'informations, dévore-t-il délicatement la chair de ces petites publications que nous nous évertuons, nous créatures tridimensionnelles, à faire vivre sur l'écran de la réalité physique? Dans le ronronnement à peine perceptible des disques durs, on se demande si la réalité virtuelle n'impose pas sa loi sur le royaume des imprimés. Jean-Hugues Roy, journaliste maintenant reconnu comme une autorité en ce qui concerne Internet, laisse entendre que le danger guette davantage les journaux d'information générale.

«Le réseau Internet aura possiblement le même effet sur certains journaux que la télé a eu, après la guerre, sur des publications comme La Patrie et Le Petit Journal: elles disparaîtront», dit-il.

L'ampleur du développement du réseau est telle que les observateurs estiment que, pour les années à venir, le nombre d'utilisateurs (cybernautes) doublera à chaque année. De 40 millions cette année, le réseau gonflera à 80 millions d'abonnés en 1996.

«Naturellement, il y aura un plafonnement, mais le marché a un potentiel énorme compte tenu que l'Asie et l'Inde ne font que s'éveiller à cette réalité», souligne Jean-Hugues Roy.

La révolution au niveau de l'espace publicitaire est significative également. M. Roy déclare qu'il est



(Photo: Stéphane Labelle)

relativement simple pour un organisme de se développer un site sur le réseau. «Cela prend parfois seulement un employé qui s'y met, comme au Musée des Beaux-Arts où un catalogue provisoire des oeuvres a été créé. Aux États-Unis, un journal a développé un site avec des spots publicitaires qu'il suffit de cliquer pour les faire apparaître à l'écran», dit-il.

M. Roy prévoit également la disparition des CD Rom dans les dix prochaines années.

«Le transport de données se fera principalement par le téléchargement via Internet ou l'autoroute électronique», prévoit-il finalement.

Malgré une fascination grandissante pour l'ordinateur, subsiste et pour longtemps encore, le plaisir de tenir un journal dans nos mains, de le feuilleter à notre guise devant un café chaud malgré les doigts qui se noircissent. Les imprimés résisteront longtemps à l'ogre informatique parce qu'ils recèlent trop de plaisirs dont nous ne sommes pas prêts à nous détacher. Gutenberg peut dormir en paix.





(Photo: Stéphane Labelle)

FUGUES est sans conteste le plus populaire des magazines gays et est visiblement une entreprise bien prospère, une des rares parmi ces publications qui peut se payer quelques employés à temps plein. Fondé il y a 12 ans, le petit bottin d'annonceurs de 32 pages qu'il était est maintenant passé à 160 pages et a diversifié son contenu. Toujours bourré de publicités, il demeure un outil indispensable pour connaître les endroits et services offerts aux hommes gays. Mais au fil des ans, des informations sur les ressources disponibles à la communauté gaies ont été ajoutées. Depuis environ deux ans, suite aux demandes de lecteurs (et peut-être en réaction à ce qu'offrait la concurrence), le magazine s'est diversifié et s'est orienté vers l'information liée à la communauté et à la culture.

Yves Lafontaine, rédacteur en chef à FUGUES, soutient que ce magazine ressemble de plus en plus à un magazine conventionnel (papier glacé et couleurs) avec entre autres des chroniques sur le sport, le cinéma, le théâtre et une revue de livres «plus importante que celle du magazine Actualité!», de dire M. Lafontaine. Tout ça bien sûr en plus de l'actualité spécifiquement gaie ou reliée au sida à Montréal.

Pour M. Lafontaine, si le magazine FUGUES peut être considéré comme étant marginal par les hétérosexuels

ou tout simplement méconnu, il ne l'est pas pour la communauté homosexuelle. Loin d'être marginal dans le milieu gai, il rejoint un nombre considérable d'homosexuels.

Selon M. Lafontaine, le pouvoir d'achat des gays est très important. «Ce sont des *trend setters* (il partent des modes) et les compagnies auraient intérêt à en tenir compte pour les rejoindre avec leur publicité», dit-il.

Cet ancien étudiant en marketing souligne une initiative à laquelle FUGUES collabore avec 12 autres magazines gays et lesbiens à travers le Canada: la *Guilde Canadienne des médias gays*. M. Lafontaine précise que les annonceurs pourraient ainsi rejoindre une clientèle de 500 à 800 000 personnes et ajoute que les gays et lesbiennes représenteraient un pouvoir d'achat de 42 milliards de dollars. On est loin de la marge!

GAZELLE est la seule publication qui s'adresse particulièrement aux lesbiennes. GAZELLE vole de ses propres ailes depuis maintenant deux ans. Sa directrice, Claudine Metcalfe, a tenu pendant sept ans une chronique lesbienne dans le magazine FUGUES. Elle sentait qu'il était temps que les lesbiennes aient une publication bien à elles. «D'ailleurs, souligne-t-elle, les lesbiennes ne se retrouvaient pas dans l'étalage d'érotisme masculin de FUGUES». Le besoin de se retrouver entre lesbiennes était donc important et un collectif de bénévoles a mis la main à la pâte, avec l'appui des éditeurs de FUGUES, pour donner cet outil d'information à la communauté.

Claudine Metcalfe trouvait important d'offrir un produit de qualité (papier lustré, couleurs) à ses lectrices. «Fini l'époque des publications «broche-à-foin» pour les lesbiennes!», dit-elle. Comme les lesbiennes sortent moins dans les bars (qui sont d'ailleurs moins nombreux) que les hommes gays, le réseau de distribution du magazine est différent de celui de son confrère masculin FUGUES. On retrouve plutôt GAZELLE dans les restaurants et autres commerces».

Il y a 600 abonnées à Montréal et 3 000 exemplaires sont distribués en région, dont plusieurs dans les centres de femmes, endroit idéal pour rejoindre nombre de lesbiennes qui ne le trouveraient pas autrement.

Claudine Metcalfe désire offrir des modèles de lesbiennes à ses lectrices et veut rejoindre tout le spectre de sa clientèle, mais le nombre restreint de pages (32) du magazine ne le permet pas toujours. GAZELLE ne veut pas plaire à tout prix, il se permet parfois de parler de sujets controversés, comme ce numéro sur le sado-masochisme

et le fétichisme qui a provoqué un tollé chez les lectrices. Malgré son mandat de rejoindre toutes les lesbiennes, GAZELLE veut demeurer un lieu de libre expression et donner de l'information qui provoque un échange avec ses lectrices. Pour Claudine Metcalfe, GAZELLE demeure un journal d'exception qui ne fait pas partie du circuit habituel mais qui, de par son contenu, demeure relativement *straight*.

**«Les homosexuels
du Canada
représenteraient
jusqu'à
800 000 personnes
et un pouvoir
d'achat de
42 milliards \$.
On est loin de la
marge!»**

Une presse marginale qui s'impose

HOMO SAPIENS est le journal mensuel de l'Association des gais et lesbiennes de l'UQUAM et représente une première pour un journal de cette envergure dans une université francophone. Ses collaborateurs, tous bénévoles, sont à 50% de l'université et 50% d'ailleurs.

En 1993, il n'était qu'un bulletin de liaison de l'Association distribué dans les présentoirs de l'université. Le journal a multiplié son tirage considérablement et est maintenant disponible à plusieurs endroits hors des murs de l'UQUAM. Comme l'explique son rédacteur en chef, André Gagnon, «ce n'était pas le mandat du journal, mais suite à des demandes de la communauté, il fut décidé de s'ouvrir et d'aller rejoindre d'autres gais et lesbiennes».

HOMO SAPIENS se définit maintenant comme un journal communautaire qui a une base universitaire. Est-ce que HOMO SAPIENS est un journal militant? Pour M. Gagnon, le seul fait de faire un journal qui parle des réalités gaies et lesbiennes est un acte de militantisme. Mais il ne tient pas à l'étiquette de journal militant car, pour la plupart des gens, ce terme a une connotation «grinchante». HOMO SAPIENS défend les droits des gais et lesbiennes mais couvre aussi différentes facettes de leur vie, dont la culture qui a toujours été importante pour eux.

Si l'HOMO SAPIENS peut difficilement mesurer son impact à l'extérieur de l'université, il est clair que l'Association a provoqué une dynamique de changement dans ses murs. Ainsi le Groupe interdisciplinaire de recherche et d'études homosexuelles et sociétés a été formé, et un cours sur les homosexualités (gay studies) sera donné à l'automne. De plus, l'organisation d'un festival de littérature homosexuelle, des audiences sur la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle sans parler de la publication d'un sympathique bottin-agenda de ressources (Le calepin rose) font partie des changements.

Pour M. Gagnon, il faut sortir de la marge. «Notre objectif est de sortir les homosexualités de la marginalité, dit-il. Nous désirons l'intégration non seulement dans nos chambres à coucher ou dans l'extension de nos chambres à coucher que sont parfois les ghettos. On veut l'intégration, non pas pour disparaître dans le tout, mais pour apparaître dans le tout. On ne veut pas se ghettoïser mais apparaître pour s'organiser et développer une vie communautaire.»



(Photo: Richard Héту)

«Nous désirons l'intégration non seulement dans nos chambres à coucher ou dans l'extension de nos chambres à coucher que sont parfois les ghettos, affirme André Gagnon, rédacteur en chef de l'Homo sapiens. On veut l'intégration, non pas pour disparaître dans le tout, mais pour apparaître dans le tout.»

Les deux derniers nés des publications gaies sont ATTITUDE MTL et L'INTÉGRAL. Le premier, qui n'était d'abord qu'un petit guide en anglais est devenu depuis peu un journal bimensuel qui publie en alternance en français et en anglais et veut rejoindre autant les gais que les lesbiennes. ATTITUDE MTL veut rejoindre les anglophones car il n'y avait personne pour les rejoindre.

Le rédacteur en chef de ce nouveau venu, Stéphane Ruel, décrit d'ailleurs son journal comme de type culturel mais avec une perspective gaie.

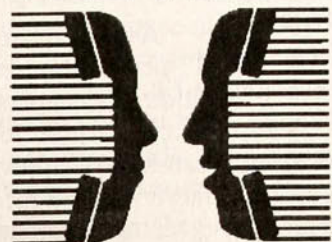
ATTITUDE MTL veut sortir de la marge et offrir un produit différent, attrayant. À chaque numéro, le journal présente un dossier étoffé sur des sujets importants, comme le mariage des gais, les parents gais, etc., et publie une chronique sur le HIV (sida).

Finalement, mentionnons le journal L'INTÉGRAL, le bulletin de liaison du centre communautaire des gais et lesbiennes de Montréal (300 membres) et qui offre une variété d'activités à la communauté. Comme l'explique le rédacteur en chef, Jocelyn Bourbonnais, L'INTÉGRAL ne se veut pas concurrentiel aux autres journaux gaies. Il est plutôt un outil (plus d'information que de propagande) au service du centre et se veut plus rassembleur que revendicateur.



TEL-AIDE

Un service gratuit



Une écoute attentive

935-1101



Centre de réadaptation pour personnes itinérantes, alcooliques, et toxicomanes.

(514) 521-1280

3100, rue Rachel Est, Montréal, Qué. H1W 1A1

Un journal de jeunes pas si «détrakés» La Trak offre un humour sans censure

La Trak, qui se qualifie elle-même de journal d'«humour libre et gratuit» persévère depuis environ cinq ans dans l'anarchie non-violente illustrée. Des dessinateurs et des écrivains de tout acabit ont poussé le journal à survivre et à s'affiner. Tirée à 15 000 exemplaires, La Trak est distribuée au centre-ville, sur le Plateau Mont-Royal et, depuis peu, dans Rosemont et Hochelaga-Mainsonneuve. La publication survit principalement grâce à la publicité et à certaines subventions.

Robert Beaupré

Jean-Maurice Brouillet, un des doyens de l'équipe, conseiller littéraire fort d'une formation classique et assistant rédacteur en chef, étire vigoureusement ses bretelles à la Trak depuis près de trois ans. Les locaux, situés sur Ontario entre Clark et Saint-Laurent, au cinquième étage, correspondent exactement à ce que les bohèmes préfèrent précisément: de grandes fenêtres tout le tour d'une grande pièce, une table à dessin d'environ vingt pieds où les dessinateurs travaillent à l'aise et des dessins accrochés un peu partout sur les murs représentent les artistes. Dans ce joyeux capharnaüm organisé, un petit salon fourré de vieux fauteuils nous invite à siroter un café.

Jean-Maurice, bonhomme frêle à la voix douce, ne hausse pas le ton lorsqu'il parle du Conseil des arts même si, pour d'autres, il aurait été facile de le faire. Le Conseil des Art considère que notre «humour n'est pas culturel», dit-il. L'idée étonne. Comme le dit Mario Normandin, président du journal: «Entre Dieu et l'homme il y a le gouvernement, et rien ne passe». De toute façon, les gars de La Trak ne se considèrent pas idéalistes.

La Trak ne se censure pas. «On rit de n'importe qui», souligne Jean-Maurice. Chacun fait pas mal ce qui lui plaît, mais il y a toujours un comité de sélection composé d'une douzaine de personnes qui jaugent la qualité du produit, toujours selon des critères étrangers à la morale bourgeoise.

Le premier numéro du groupe, publié en 1989, portait le nom de Sado-Maso. Il était vendu et avait un tirage de 1 000 exemplaires. La première parution de La Trak se fit à 2 000 impressions. La tradition voulait qu'à chaque parution du journal, l'équipe tienne un party au Léopard, au Quai des brumes ou au Quat'Zarts.

Causant sur ce qui se fait dans le domaine de l'humour écrit au Québec, Jean-Maurice médite sur le défunt Croc, dont l'humour était selon lui décroché de la réalité des gens. «Croc est plus formaliste, dit-il. Nous préférons aller à l'essentiel. Nous cherchons également des choses que les gens ne sont pas habitués de voir.»

Mario Normandin, président du journal, titre ronflant s'il en est un, dit ne faire aucune concession au marché: «Nous sommes à l'écoute du milieu et nous n'avons pas de censure. Naturellement il y a des sujets que nous ne touchons pas par pure décence. Nous n'irions pas, par exemple, toucher à un événement comme Polytechnique, mais j'ai le droit de tripper sur ce que je veux.»

Il souligne qu'il recherche trois niveaux de lecture. «Le premier, dit-il, est celui de l'illustration. En plein où les HA! Ha! Ha! commencent. Puis arrive la réflexion, où il y a davantage de Tiens! Tiens! Tiens! Le troisième niveau est celui où le lecteur s'allume un gros bat», explique-t-il.

Mario ne désire pas que les gens identifient La Trak avec le milieu underground, qui est associé de près avec la violence. «Ce serait nous identifier aux gens des Foutounes Électriques qui prônent la confrontation avec la police.»

Concernant la solution de l'emploi au journal, Mario souligne que les postes sont comblés par des programmes Extra. «Les sans-emplois sont vraiment l'expression de la société», dit-il.

Avec les nouveaux moyens d'information placés à la disposition des usagers de l'autoroute électronique, les possibilités d'expressions décuplent. Jean-Maurice prévoit que La Trak utilisera à court terme l'Internet afin d'éjecter des petites capsules d'humour sur le réseau ainsi que des dessins. Certains membres ont également l'ambition de fonder une maison d'édition.



(Photo: Robert Beaupré)

Jean-Maurice Brouillette et Mario Normandin recherchent trois niveaux de lecture. «Le premier, est celui de l'illustration. En plein où les HA! Ha! Ha! commencent. Puis arrive la réflexion, où il y a davantage de Tiens! Tiens! Tiens! Le troisième niveau est celui où le lecteur s'allume un gros bat.»



Le Journal de la rue

Pour aider les ados à se sortir de l'enfer de la drogue

Le journal de la rue est un journal de sensibilisation et d'information concernant les jeunes en fugue, les drogues, la prostitution et le suicide. Il est distribué dans les maisons d'accueil ou d'intervention et est tiré à 5 000 exemplaires. Pourtant, comme c'est souvent le cas dans le domaine social, il éprouve des difficultés à joindre les deux bouts.

Robert Beaupré

L

Le journal de la rue compte bien survivre aux instants difficiles qu'il traverse présentement. Instrument de transmission de l'«incommunicable» pour des milliers de jeunes de Montréal et de province, il apaise souvent l'urgence reliée à un mode de vie destructif (toxicomanie, itinérance, prostitution et suicide). Il se veut pour certains jeunes un point d'ancrage dans la vie.

Raymond Viger, 37 ans, écrivain ayant à son actif deux livres publiés (*Après la pluie... le beau temps* et *Quand un homme accouche...«Tom»*) et rédacteur en chef du *Journal de la rue*, a lui même une lourde expérience de deux ans de vie dans la rue, sans compter deux tentatives de suicide. Il se démène afin de garder le *Journal de la rue* en vie. Le père Durand, un ecclésiastique très engagé auprès des jeunes a été l'instigateur de ce projet de journal pour les jeunes de la rue. Par la suite Raymond s'est impliqué.

Au début, grâce à un Projet de développement de l'emploi (PDE), le journal a embauché Marie-Claire Beaucage comme employée permanente afin de partir sur un bon pied. Au bout du six mois, le projet se termine. Raymond et le père Durand se retrouvent à la case départ.

«Nous avons beaucoup de difficulté à obtenir un autre PDE, un Article 25 ou encore la possibilité d'embaucher des gens sur les programmes Extra», dit Raymond. Nous sommes installés à l'Assomption pour le moment mais nous touchons l'ensemble de la province. Ces programmes sont destinés généralement à des initiatives locales.»

Tout le monde sait qu'un journal, pour survivre, doit accorder un large espace à la publicité. *Le journal de la rue* a un problème de taille à ce niveau. «Nous ne pouvons espérer grand chose du côté publicité puisque notre

marché s'adresse à une clientèle de toxicomanes. Les propriétaires de commerces ne désirent pas s'annoncer à certaines gens qui pourraient avoir la tentation de les dévaliser pour se payer de la drogue», de dire M. Viger.

Ainsi, *Le journal de la rue* frôle les précipices et risque souvent de se retrouver lui-même à la rue. Heureusement, il a été recueilli par la Maison des Jeunes de l'Assomption. «Nous sommes obligés de quêter pour les coûts d'impression de chaque numéro. Un des deux derniers numéros a été payé par le maire de Montréal-Est et l'autre par Soeur Annuncia Côté, des Filles Réparatrices du Divin Coeur», affirme M. Viger.

«Les maisons comme En Marge et le Bunker ne sont même pas abonnées. Nous donnons 75 copies à la Maison Jean Lapointe qui ne contribue même pas pour 20\$, qui est le coût de l'abonnement simple», déplore-t-il.

Dans le futur, *Le journal de la rue* compte s'impliquer encore plus auprès des jeunes. Le comité de sélection est maintenant situé à l'école Jean-Baptiste Meilleur de Repentigny. Le journal compte également accompagner les jeunes qui ont des travaux communautaires en leur faisant écrire des textes ou dessiner pour le journal.

La publication de mai porte sur les sectes. Il y a une entrevue avec Gabrielle Lavallée (ex-femme de Roch Thériault alias Moïse), qui vient expliquer les raisons qui poussent les gens à garnir les rangs des sectes au Québec et dans le monde.

Raymond Viger parle également d'une coopération dans les trois prochains numéros avec Marie-Carmen. «Pour une raison qui échappe à tous, environ soixante pour cent du courrier que les jeunes envoient à Marie-

Carmen parle de suicide.» Présentement le père Durand offre des ateliers dans les écoles avec des jeunes ayant un passé de violence, dont un a déjà poignardé sa mère.

Raymond relate également une méprise fréquente qui se produit lorsqu'il parle du *journal de la rue*. «Il m'arrive souvent lorsque je parle à des fonctionnaires de devoir leur rappeler qu'il s'agit du *journal de la rue* et non de *L'Itinéraire*». Deux journaux ayant à coeur la même cause mais visant un public différent.



Les journaux communautaires

«Un outil de communication pour ceux qui se prennent en main»

Cylvie Gingras

Il y a une multitude de journaux communautaires et ils ne sont pas tous recensés. Selon l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ), un journal communautaire est publié par un organisme sans but lucratif (OSBL) ou est un OSBL en tant que tel. Il ne doit pas appartenir à une entreprise, ni à un individu. Si le journal n'a pas une charte d'OSBL, il doit alors appartenir à la collectivité.

Ce type de presse informe la communauté d'un secteur géographique donné. Il doit être accessible à l'ensemble de la population et ne traite pas nécessairement de sujets très spécialisés: il faut d'abord et avant tout que les gens aient envie d'écrire dans le journal, selon Ivanohé Girouard, secrétaire-général de l'AMECQ.

«La presse communautaire est importante dans notre société car c'est le produit des gens qui se prennent en main et le journal est leur outil de communication. Ça parle de ce qui leur ressemble, des gens de leur milieu auxquels Monsieur et Madame tout-le-monde s'identifient. Le journal parle de sujets humains et personnels qui touchent les gens», affirme M. Girouard.

Il y a un avenir certain pour le journal communautaire selon lui. La presse communautaire est en constante évolution. Depuis cinq ans, le nombre de journaux communautaires faisant partie de l'Association est passé de 23 à 72. L'AMECQ existe depuis 15 ans et offre aux (1100) bénévoles qui oeuvrent dans le milieu communautaire des médias écrits différents services tels des cours de journalisme, de mise en page, de gestion ou de vente publicitaire.

La santé financière de cette presse est cependant meilleure en région car, tout le monde se connaissant, les marchands encouragent les gens de leur milieu. Dans un grand centre urbain comme Montréal, pour compenser avec la difficulté d'avoir des bénévoles, on a recours aux programmes EXTRA, PAIE, PDE, Article 25, etc. Ce qui rend la presse communautaire dépendante des différents aléas des subventions. Les coupures qui vont s'opérer avec la réforme sociale risquent de mettre sérieusement en péril bon nombre de petits journaux qui comptent sur ces subventions pour survivre.

Dans ces deux pages, nous vous présentons trois exemples de journaux communautaires.

1 Le Centre de ressource pour la non-violence

Un message à faire passer en douceur

VOULEZ PAS
ACHETER MON
JOURNAL SUR LA
NON-VIOLENCE ?



(C.G.) Le bulletin du Centre de ressources pour la non violence est un exemple de presse ayant un message particulier à véhiculer mais dont le propos vise un large public. Il est distribué gratuitement depuis 1989 et paraît à tous les trois mois. Son tirage est de 3 000 exemplaires.

Le bulletin informe la clientèle sur les activités du Centre. Ce sont les bénévoles qui écrivent dans le bulletin et la production en est assurée par les travailleurs du Centre. La production du bulletin est une tâche connexe à leur travail.

La campagne de financement apporte 30% des fonds budgétaires, soit 30 000\$ sur un budget annuel de 100 000\$. Il reste 70 000\$ à aller chercher, alors que le centre reçoit quelques subventions de plus en plus réduites. Il en coûte entre 6 000\$ et 10 000\$ annuellement pour produire le bulletin qui, somme toute, ne rejoint pas autant de monde que l'on pourrait souhaiter.

Le tirage limité et les coûts de plus en plus élevés obligent donc l'organisme à redéfinir le moyen de rejoindre justement un plus grand nombre de lecteurs.

Normand Beaudet, du Centre de ressources pour la non-violence, ainsi que d'autres collaborateurs envisagent des associations possibles avec d'autres journaux communautaires tel *L'Itinéraire*. Vendre de la publicité afin d'avoir l'espace qui parlerait de la non-violence dans *L'Itinéraire* pourrait constituer une solution. Ainsi, au lieu d'être publié à 3 000 exemplaires, leur message passerait à 20 000 exemplaires, à coût moindre.

Il faut en fait beaucoup d'imagination, en 1995, pour parvenir à rentabiliser des entreprises de presse à vocation communautaire.

2 Les journaux communautaires dans le quartier Centre-Sud

Une tradition qui tend à survivre

(C.G.) Le quartier Centre-Sud n'a plus de journal de quartier depuis quelques mois. Les Hebdomadaires Télémédia avaient fermé il y a plus de deux ans le Reflet Centre-Sud, parce que ce secteur n'était pas suffisamment rentable selon eux. Deux journaux ont paru par la suite et sont morts prématurément. Il n'y a donc plus de journaux qui couvrent l'actualité de ce quartier pauvre de Montréal où la vie n'en demeure pas moins mouvementée, et l'information parfois urgente pour une population démunie. Seuls les journaux gais publient de l'information, mais celle-ci ne concerne que les événements particuliers au village gai. Certaines personnes songent à mettre sur pied un nouveau journal, qui serait peut-être à vocation communautaire, comme cela s'est déjà fait par le passé.

En effet, durant les années 70, le journal *La Criée* était le lien entre les groupes communautaires du quartier Centre-Sud. Ce journal communautaire a pris la forme, en 1984-1985, d'un hebdo de 12 à 16 pages distribué à la grandeur du quartier. Le journal paraissait à toutes les semaines. Il en coûtait 3 000\$ pour produire et publier 23 000 exemplaires. *La Criée* était comparable, en terme de proportion, au journal *Les Nouvelles de l'Est* du quartier Hochelaga-Maisonneuve.

La cotisation annuelle de 50\$ des groupes communautaires et les subventions du ministère des Communications et de la Direction générale de l'éducation aux adultes (DGEA), représentant 20% du budget annuel, n'ont pas suffi pour que *La Criée* survive.

«De plus, les journaux gais, produits et publiés par les groupes du Village, se sont appropriés une bonne part du marché», affirme madame Lise Lanouette, qui a travaillé durant quelques années au journal *La Criée*.

Le journal disposait d'un projet de développement de l'emploi pour ouvrir de nouveaux marchés, mais les ressources financières et humaines ne permettaient pas d'investir temps et énergie pour l'ouverture de ces marchés. Afin de réduire les coûts, les gens qui faisaient le journal envoyaient les disquettes à une compagnie. Le coût de la page est passé de 12\$ à 7\$.

Par manque de capitaux, *La Criée* a rendu l'âme en 1990 après plus de 20 ans d'existence. La survie des journaux communautaires est étroitement liée à leur financement. Malgré bien des efforts, elle n'est jamais assurée.

3 Le Ruisseau

Vaincre la santé mentale

(C.G.) Le journal *Le Ruisseau* est publié par La Maison l'Echelon, un centre qui offre des services multiples aux personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale. La Maison peut leur procurer un service d'hébergement, un centre de jour où se déroulent des activités sociales, intellectuelles et sportives. On y propose en outre le support et l'apprentissage à la clientèle.

Le journal *Le Ruisseau* a 10 ans et paraît à tous les deux mois. Il est entièrement écrit par une dizaine d'usagers de la Maison l'Echelon. Ces personnes sont inscrites à un programme EXTRA, et reçoivent 150\$ de plus sur leur chèque d'aide sociale. Pour être éligible au programme, chaque bénéficiaire qui fait une demande pour travailler au journal doit se soumettre à une entrevue de sélection. L'entrevue vise à déterminer la capacité du candidat à résoudre des problèmes et est complétée par un test oral et un test de français. Une note de 60% est requise pour être accepté au journal. Les critères étant assez sévères, les personnes qui travaillent au journal sont donc aptes au travail. Si un candidat n'obtient pas la note de passage, il a droit à une autre chance.

Chaque personne travaille 20 heures réparties comme suit: dix heures de travail en groupe et dix heures à la

maison pour la rédaction des articles. Depuis janvier 1995, Lucie Dion, formatrice à la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM), a apporté son ordinateur au journal. À tour de rôle, les chroniqueurs entrent leur texte à l'ordinateur. Si la Maison l'Echelon favorise les usagers, c'est qu'ils sont les mieux placés pour parler du vaste problème de la santé mentale.

«Nous considérons tous les sujets comme potentiellement orientés sur les problèmes de santé mentale donc, le journal sert donc à démystifier les préjugés. Je sais que ça fait "cliché" mais à travers *Le Ruisseau*, nous démontrons que notre clientèle peut être fonctionnelle», affirme René Rivest, rédacteur en chef. Lui et Lucie Dion, formatrice (elle enseigne le français, la ponctuation, la syntaxe et la grammaire), assignent les articles aux différents chroniqueurs. Selon les capacités de chaque personne, ils essaient d'offrir à chacun de varier les genres afin de leur permettre d'élargir leur champ de connaissances.

Le Ruisseau est distribué à 500 exemplaires surtout dans le réseau de la santé mentale. L'impression du journal est subventionnée par la Régie de la Sous-Région Est. Il est ainsi le porte-parole du réseau de la santé mentale de la dite région. De plus, il est ouvert à tous les organismes qui désirent se faire connaître dans le milieu.



La presse multiethnique de Montréal

Des nouvelles d'ici à saveur du bout du monde

Noëlle-Lise Turgeon

Montréal tend de plus en plus à devenir une grande mosaïque culturelle. Ces gens qui sont venus de divers continents ont apporté, chacun à leur manière, une note colorée à notre vie sociale. Cependant, que l'on origine d'Europe, d'Asie, d'Amérique du Sud ou d'ailleurs, un dénominateur commun puissant demeure présent dans chacune des communautés ethniques : le besoin de retrouver son langage écrit.

L

e journal dans lequel on reconnaît ces mêmes mots appris depuis l'école représente pour le nouvel arrivant le cordon ombilical qui le relie à sa mère-patrie. Particulièrement s'il ne maîtrise pas facilement le français ou l'anglais, la presse - en plus de lui apporter des nouvelles de son pays natal - l'aidera grandement dans son intégration à la société québécoise par l'information locale et générale qui y est diffusée. De plus, des renseignements précieux concernant des organismes cul-

Journal de prison

Sergre Lareault

La presse carcérale abat des murs... de préjugés

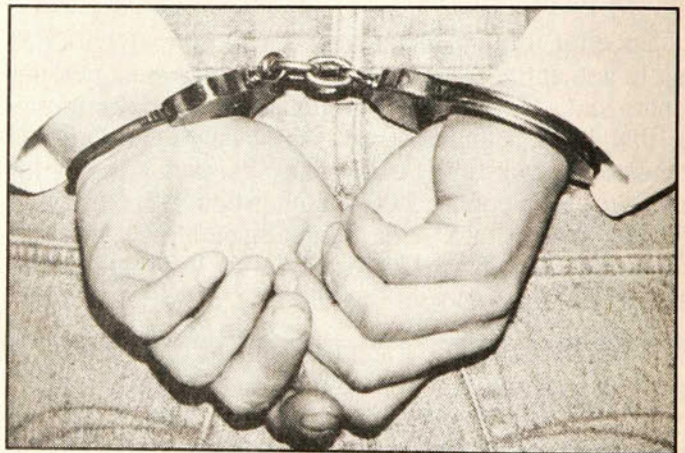
Les détenus du pénitencier de Bordeaux ont, depuis novembre 1994, leur propre journal, Liberté légale, qui est distribué aux prisonniers et au personnel. Ce projet relève du secteur professionnel de l'institution et permet à plusieurs détenus d'apprendre à communiquer par l'intermédiaire d'un média écrit. La presse carcérale n'est pas muselée et, déjà, elle produit des changements à l'intérieur des murs de Bordeaux.

C

es sont les détenus qui ont choisi le nom, *Liberté légale*, en relation avec le terme carcéral «liberté illégale» qui désigne la situation d'un détenu qui profite d'une permission de fin de semaine pour prendre la clé des champs. «Les gars ont choisi ce nom parce que le journal représente pour eux un moyen d'évasion, une évasion intellectuelle», de dire Lucie Archambault, coordonnatrice de la formation des personnes incarcérées. Le slogan du journal est «Par nous, pour nous».

Un animateur aide le groupe inscrit au projet à écrire des articles, à faire des entrevues et à entrer leurs textes à l'ordinateur. Avec lui, ils apprennent à s'exprimer et à écrire clairement des textes qui s'adressent à un grand nombre de personnes. Ils expérimentent en même temps la diffusion de l'information et c'est en équipe qu'ils choisissent le contenu et les illustrations qui vont agrémenter leurs articles. Ce n'est pas un journal de «chiâlage» contre l'administration, mais une publication d'information sur des sujets tels la santé, le sida, la drogue, les préjugés, etc. L'objectif principal est d'exploiter les talents des détenus et de leur permettre de produire une publication de qualité dont ils soient fiers.

«Le journal commence déjà à faire changer des choses, de dire Mme Archambault. Dans le premier numéro, on mentionnait que le fait de laisser seulement 50\$ dans les poches du détenu qui avait une libération de fin de semaine était peu suffisant. C'était le même montant depuis douze ans. Après lecture de cet article, l'administration a décidé d'accorder jusqu'à 150\$».



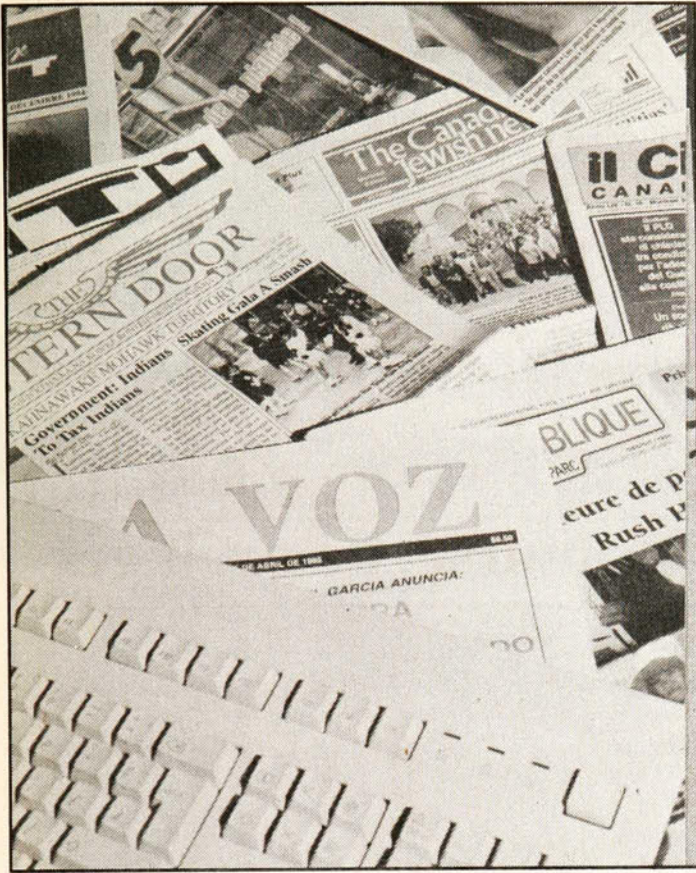
Liberté légale est distribué à 1000 exemplaires tant aux détenus qu'au personnel. Mme Archambault espère que ce projet brisera des préjugés qui existent parfois dans une institution carcérale et démontrera au personnel de la prison que «les gars peuvent faire quelque chose de positif.» «Je pense entre autres que ça peut être bénéfique pour des employés de bureau qui ne fréquentent jamais les détenus, de dire Lucie Archambault. Le journal leur donne une meilleure image des gars et crée une certaine communication dans l'établissement.»

Des blagues, des jeux, des entrevues avec du personnel de la prison mais aussi des poèmes ou des textes intimistes nous font découvrir «tout ce qu'un détenu vit ou ressent». Dans le numéro deux, on peut lire par exemple un texte sur la liberté: «Ma liberté pourtant je t'ai quittée une nuit de décembre, j'ai déserté les chemins écartés que nous suivions ensemble lorsque sans me méfier, les pieds et les poings liés, je me suis laissé faire et je t'ai trahie pour une prison d'amour».

On ne sait jamais, le projet pourrait se développer et «sortir de prison» pour le bénéfice de la population en générale qui connaît peu ou mal ceux qui purgent leur peine.



Une presse marginale qui s'impose



(Photo: Stéphane Labelle)

turels auxquels il peut s'adresser lui permettront de communiquer avec d'autres membres de sa communauté déjà établis à Montréal depuis un certain temps. La presse brise l'isolement.

Ces journaux ethniques jouent également un rôle d'importance pour les représentants des plus jeunes générations nés au Québec. La presse devient alors un rappel du patrimoine culturel légué par les parents, un écho de leur pays d'origine. La perception d'un événement local transmis dans sa langue maternelle apporte un tout autre éclairage que si ce même événement était présenté en français ou en anglais.

Des nouvelles italiennes

Parmi les principales publications ethniques, mentionnons d'abord le *Corriere Italiano*. Fondé il y a 43 ans par Alberto Gagliardi, un homme qui sous Camilien Houde fut très impliqué dans la vie communautaire montréalaise, cet hebdomadaire est le plus important journal italien au Canada et même en Amérique. Son tirage de 48 500 copies par semaine est régulier. Le *Corriere Italiano* est surtout distribué par la poste à des abonnés fidèles provenant du Québec et d'un peu partout au Canada. Son format de 52 à 64 pages a même atteint les 180 pages lors d'un numéro spécial préparé pour son 49e anniversaire.

L'équipe de rédaction est constituée de quatre membres à temps complet, sur place depuis de très nombreuses années, et complétée par des collaborateurs réguliers.

Fidèle à la philosophie de son fondateur, le *Corriere*

informe ses lecteurs sur ce qui se passe à l'échelle municipale, provinciale, nationale et même internationale. Entre autres, les agences importantes de la presse italienne transmettent au journal les informations d'actualité 24 heures sur 24. Les chroniques plus spécialisées sont consacrées à la vie communautaire italienne, au monde des sports, au monde des affaires. On peut également y trouver des conseils juridiques et même des recettes gastronomiques.

Les presses chinoises

La communauté chinoise est également bien représentée par un hebdomadaire -le plus ancien journal chinois à Montréal: *Les Presses chinoises*. Une équipe de direction et de rédaction composée d'une dizaine de personnes voit à conserver au journal ses normes de qualité. L'année dernière, l'Association des journalistes de Hong Kong a considéré ce journal comme étant celui à Montréal qui est le mieux adapté aux besoins de la communauté chinoise. Tiré à 30 000 copies par semaine, cet hebdo se



(Photo: Stéphane Labelle)

donne comme mandat la diffusion d'une information générale portant davantage sur les activités locales, mais on transmet aussi les principaux faits d'actualité de la scène nationale et internationale par une traduction efficace des journaux français et anglais.

Et d'ailleurs

Pour nommer certaines autres publications à caractère ethnique, mentionnons le *Courrier Grec du Canada* qui a 15 ans d'existence et dont le tirage est de 15 000 copies par semaine, et *La Voz* qui depuis cinq ans dessert la communauté latino-américaine et tire à environ 12 000 copies par mois. Un autre mensuel hispanophone le *El Correr*, tiré à 5 000 copies par mois, est davantage axé sur les actualités de l'Amérique Latine (70%); le contenu des autres pages concerne les activités locales et un peu d'information nationale.

Pour tous publics

En conclusion, il existe presque autant de journaux ethniques à Montréal qu'il y a de communautés culturelles. En grande proportion, la distribution est faite par la poste à des abonnés réguliers (du Québec et d'ailleurs au Canada), mais on retrouve également ces publications dans certains kiosques et dans plusieurs magasins d'alimentation spécialisée.

Montréal est une île ouverte sur le Monde et plusieurs citoyens se sont déjà initiés à une autre langue que le français et l'anglais. La presse ethnique devient alors un excellent outil d'apprentissage et de connaissance d'une autre culture.



Chinatown

Une culture qui s'inscrit dans l'architecture



Le quartier chinois de Montréal, enclavé dans le centre-ville de Montréal et quasiment écrasé par les gigantesques Complexe Guy-Favreau et Palais des congrès, n'en demeure pas moins vivace et très fréquenté. La population d'origine asiatique démontre sa présence non seulement par des commerces prospères où l'on retrouve des produits exotiques, ou encore par des restaurants très appréciés des Montréalais, mais aussi par un enracinement dans la pierre même de la métropole. La culture chinoise s'inscrit sur les murs de ce quartier. Le mobilier urbain la ville est revêtu ici d'un cachet particulier qui ne se retrouve nul part ailleurs.



Photos: Stéphane Labelle
Textes: Serge Lareault

À droite, une scène de commerce qui pourrait très bien se passer dans une rue de Chine ou d'un autre pays asiatique mais qui se produit tous les jours à Montréal, rue de La Gauchetière.



Ci-haut, un lampadaire de rue comme les autres prend des allures toutes différentes avec une simple ornementation chinoise.



À gauche, le célèbre «Holiday Inn chinois» dont le toit en forme de pagode a été construit selon les techniques traditionnelles par les mêmes ouvriers asiatiques venus bâtir les pavillons chinois du Jardin botanique.



Cette maison canadienne du début du siècle passe inaperçue dans ce décor chinois et prend même des allures orientales qui ne laissent pas de doute sur l'endroit où l'on est.

À droite, un parc du quartier où les journaux qu'on lit sont écrits en chinois mais imprimés ici, à Montréal.



Des médias engagés pour le meilleur et pour le pire

Dès les premiers balbutiements de la presse, tant québécoise qu'étrangère, les journaux sont des véhicules d'opinions. Ce n'est que beaucoup plus tard que la «nouvelle» a proprement dite (information objective sur l'actualité) apparaît dans les journaux. Autrefois réservée à l'élite, friande de discours politiques, la presse d'aujourd'hui est composée majoritairement de nouvelles. Par contre, lors des années 60 et 70, divers journaux prennent ouvertement position dans les débats qui ont marqué la Révolution tranquille et le mouvement indépendantiste du Québec. Québec-Presse et Le Jour en sont d'ailleurs les plus célèbres. À l'heure actuelle, seuls certains petits journaux marginaux peuvent se définir comme militants. L'Aut'Journal et V.O. constituent deux exemples différents de militantisme.

réalisée dernièrement, de dire M. Robitaille, chaque revue est lue par 2.8 lecteurs.»

L'Aut'Journal

L'Aut'Journal, publié par les éditions du Renouveau Québécois, tire à 15 000 exemplaires, et ce à toutes les deux semaines. Il est vendu en kiosque et par abonnement. Les exemplaires non-écoulés sont distribués gratuitement dans certains endroits publics. «À ses débuts, en 1984, le journal était publié mensuellement, souligne le rédacteur en chef, Guillaume Vaillancourt. Depuis février dernier, L'Aut'Journal est devenu bi-hebdomadaire pour couvrir les événements de la période pré-référendaire. Nous espérons pouvoir continuer à ce rythme après le référendum», soutient Guillaume Vaillancourt.

Ce changement a été rendu possible grâce au soutien des annonceurs, composés majoritairement de syndicats et de maisons d'édition. «Cela nous permet de suivre plus facilement l'actualité», poursuit M. Vaillancourt. L'Aut'Journal couvre l'activité syndicale et s'intéressera de plus en plus aux prochains remous politiques.

Tout en étant souverainiste, le journal ne s'empêche pas de critiquer certaines décisions du Parti québécois, comme le dernier budget du ministre Jean Campeau.

La presse militante connaît des regains d'activités lorsque les sujets qui la concerne de près sont en ébullition. En cet époque où la ferveur politique semble être à son plus bas, l'activité militante se déplace vers d'autres préoccupations telles l'écologie, la santé ou encore le maintien du tissu communautaire.

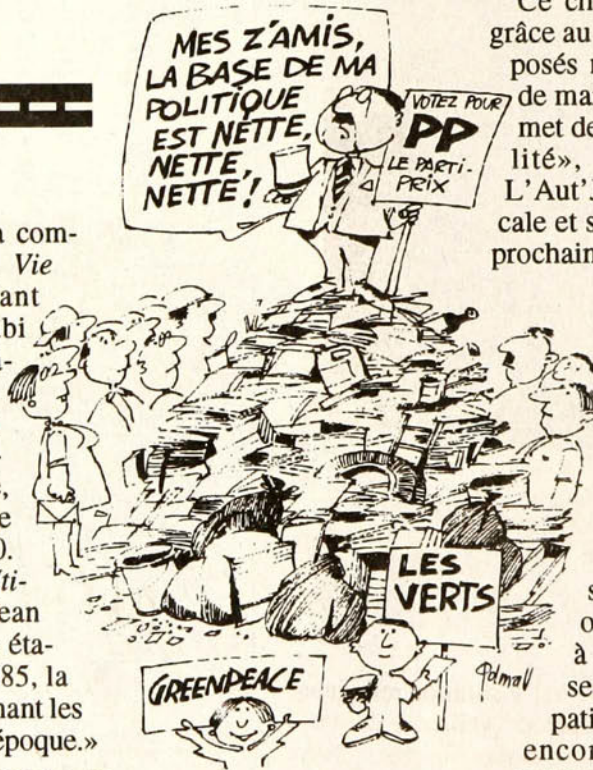
Alain Demers

Fondée en 1951 par la communauté des Oblats, *Vie ouvrière*, maintenant appelée *V.O.*, a subi plusieurs transformations au cours de dernières décennies. D'un bulletin écrit par des aumôniers concernés par les conditions de vie des ouvriers de l'époque, *Vie ouvrière* devient un organisme indépendant au cours des années 60. Lors d'une entrevue accordée à *L'Itinéraire*, le rédacteur en chef Jean Robitaille a évoqué les différentes étapes de ce magazine. «De 1970 à 1985, la revue traitait un seul dossier concernant les différents mouvements sociaux de l'époque.»

Aujourd'hui, le magazine comporte encore un dossier important, en plus des différents articles traitant de sujets variés. Nous ne sommes pas un magazine de combat. Il est évident que la rédaction est orientée, mais pas au prix de l'honnêteté.»

Le comité éditorial jouit de son autonomie, mais lorsqu'il veut prendre une position importante sur un sujet précis, il en réfère à l'assemblée générale, composée de 150 membres. Par exemple, lors du référendum de 1980, *Vie ouvrière*, selon le vœu de cette assemblée, a pris officiellement position pour l'indépendance du Québec.

Les 5 000 exemplaires publiés bimestriellement sont distribués de plusieurs façons. Environ 50% du tirage est vendu par abonnement et le reste se retrouve en kiosque ou sert d'outil de promotion. «Selon une étude de marché



Salon Jeannine
2112 Amherst
Montréal, H2L 3L8
Spécial Permanente
\$35.00



521-4863



Coiffure à domicile

Dieu dans les médias

Entre l'information inspirée et l'objectivité

Les religions traditionnelles comme la religion catholique ou protestante ont depuis longtemps développé un réseau de presse qui, de nos jours, tendrait vers une certaine objectivité. Mais les nouvelles religions se sont aussi dotées de pouvoirs médiatiques qui leur permettent de diffuser un message qui parfois paraît plus idéologique qu'objectif.

Robert Beaupré



(Photo: Stéphane Labelle)

Ce n'est pas d'hier que l'institution religieuse se donne pour mandat de veiller à la santé morale des masses. Pourtant, le père Yvon Labbé, rédacteur en chef de la *Revue Notre-Dame (RND)*, prétend qu'il se garde bien d'entretenir une quelconque impression d'ascendance sur les masses. «Nous avons comme objectif la formation sociale et religieuse, c'est vrai. Pourtant nos textes de base visent à susciter des interrogations, à donner des pistes afin de favoriser la réflexion. Nous concentrons nos efforts vers l'objectivité», dit-il.

RND a entrepris sa carrière en 1903 sous le vocable des «Annales du Sacré-Coeur». À ce moment, la publication se vouait à des desseins pieux et désirait enflammer un désir de missionnariat dans la population. Depuis 1977, dans le format actuel, la revue qui a un tirage mensuel de 140 000 copies, est financée en partie par les Caisses populaires Desjardins et est distribuée principalement dans ces institutions financières.

«Nous avons quelques abonnements, environ 7000, mais le gros de la distribution passe par les Caisses Pop, affirme M. Labbé. Nous distribuons également en Ontario et au Nouveau-Brunswick. Il n'y a en fait qu'une dizaine de Caisses au Québec qui n'ont pas accepté de nous distribuer. Chaque Caisse est autonome et fait ce qu'elle désire», souligne-t-il.

En ce qui concerne les collaborateurs, *RND* préfère s'en remettre à la compétence plutôt qu'à la parenté de religion. Nous avons des collaborateurs qui sont athés, dit-il. Le talent d'écrire est plus rare que l'on pense. Il est important d'écrire clairement et simplement», dit-il. *RND* aborde tous les sujets. Le thème du dernier numéro était: «Croyez-vous au bonheur?». Le père Labbé croit que le prochain thème, l'école confessionnelle, aura son effet.

Suite en page 22

Les Témoins de Jéhovah



De leur côté, les Témoins de Jéhovah saupoudrent sur le monde deux revues: *Watch Tower* (La Tour de garde) et *Awake!* (Réveillez-vous!). Les deux sont bimensuelles, publiées respectivement à 16 et 13 millions

d'exemplaires dans 125 pays et 75 langues. Ils prônent la notion du Christ sauveur, son retour et l'élaboration d'un paradis sur terre dans le futur pour tous les croyants en leur doctrine. *Watch Tower* a pour mission principale de revivifier l'enseignement du Christ, tel que préconisé par la perception qu'ont les Témoins de Jéhova des écrits bibliques.

La revue *Réveillez-vous* traite davantage de sujets d'actualité comme la génétique, l'avortement et, dernièrement, l'esclavage en Amérique ainsi qu'un numéro sur l'industrie du tabac. Un des responsables à qui nous avons parlé à Georgetown, en Ontario, ne désirait pas s'identifier puisque cela n'est pas de la politique de la maison. «Les articles ne sont pas signés par les auteurs pour la simple raison que nous désirons porter l'attention sur Dieu plutôt que sur des individus», explique-t-il.

Quand les journaux étudiants font l'école buissonnière

Charles Grandmont

McGill Daily, Montréal Campus, Quartier Libre. Trois journaux étudiants qui ont tous un point en commun: ils manquent d'air à l'intérieur des murs trop étroits de leur université. Depuis qu'ils ont gagné leur indépendance des associations étudiantes, ils veulent tous sortir, à des degrés divers, des tours d'ivoire pour élargir et diversifier leur bassin de lecteurs. C'est une question de visibilité mais aussi de fric: plus gros tirage donc publicité plus chère.

André Passiour, directeur du *Quartier Libre*, est plus philosophe: «Notre objectif est de faire rayonner la pensée et les débats des étudiants de l'Université de Montréal tout autour de la montagne». Ce journal compte plus d'une cinquantaine de points de distribution à l'extérieur du campus de l'Université et publie 20 000 exemplaires à toutes les deux semaines.

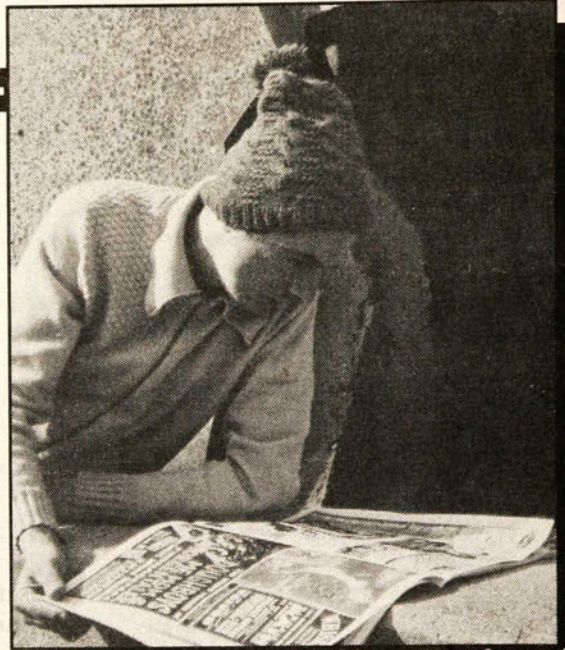
L'édition française du *McGill Daily* nourrit pour sa part de sérieux projets de distribution externe qui ne repose pour l'instant que sur une dizaine de points de distribution. «C'est important que les étudiants sortent de leur bulle, soutient Marie-Louise Gariépy, rédactrice en chef de l'hebdomadaire qui tire à 10 000 exemplaires. Ce qu'on fait est aussi valable pour tout le monde, alors pourquoi rester à l'intérieur de l'université?»

À l'UQAM, la rédactrice en chef du *Montréal Campus*, Julie Tremblay, a tout de même quelques réserves malgré qu'elle reconnaisse les bienfaits pour les journaux de descendre dans la rue. «C'est ben beau de se lancer à l'assaut de la ville, mais il ne faut pas oublier que notre raison d'être demeure d'abord et avant tout les étudiants, souligne-t-elle. Notre vingtaine de points de distribution externes servent avant tout à rejoindre les étudiants qui se promènent autour de l'université.» Du reste, elle n'est pas convaincue que l'augmentation des revenus publicitaires que peut engendrer la distribution hors de l'université d'une partie des 18 000 exemplaires du *Montréal Campus* compense les coûts d'impression et de distribution supplémentaires.

Une saveur communautaire

Pour se faire distribuer au ras du macadam, les journaux étudiants se doivent d'élargir leur contenu au-delà de l'actualité universitaire. C'est ainsi qu'ils renferment tous, à l'exception de l'édition française du *McGill Daily*, une section culturelle qui va bien plus loin que le campus.

L'actualité communautaire représente aussi un filon profitable. Le *Montréal Campus* se fait un devoir de scribouiller à propos des vices et vertus du Quartier latin qui entoure l'UQAM, en plus de publier des dossiers sur les questions de l'heure telles l'avortement ou la drogue. Le *McGill Daily* se veut lui aussi ancré dans l'actualité



(Photo: Serge Lareault)

Les étudiants aimeraient bien que leurs journaux soient lus en-dehors de l'institution universitaire. Un plus vaste bassin de lecteurs mais aussi un marché intéressant se présentent à eux.

communautaire, la mission du journal étant de combattre la discrimination où qu'elle se trouve.

À l'Université de Montréal, le rédacteur en chef du *Quartier libre* avoue ne pas couvrir la vie de quartier. Pour rejoindre les lecteurs moins collés sur l'Université de Montréal, le *Quartier libre* mise sur des enjeux plus universels, notamment en éducation. «La réforme Axworthy, ça touche tous les étudiants, peu importe leur université», explique André Passiour.

En liberté surveillée

Les premiers endroits où se retrouvent les journaux étudiants lorsqu'ils mettent le nez dehors, ce sont dans les commerces qui leur ont acheté de la publicité. «Nos annonceurs nous disent que cela leur amène plus de clients, affirme André Passiour. De notre côté, ça nous fait plus de lecteurs». Boutiques, restaurants et clubs vidéos entourant les universités possèdent souvent eux-aussi des présentoirs, même s'ils n'annoncent pas à l'intérieur des journaux.

Les universités n'apprécient cependant pas toujours que les publications étudiantes s'éloignent trop de leur giron. «L'Université McGill nous met des bâtons dans les roues, dénonce la rédactrice en chef du *McGill Daily* français. Ça nous prend leur permission pour être distribué à l'extérieur.» Les commerces doivent envoyer une lettre officielle à l'administration de l'Université pour lui signifier clairement qu'ils veulent bien recevoir une pile de *McGill Daily*. Tracasserie administrative chargée, se-

lon la rédactrice en chef, de limiter le rayonnement du journal. «C'est le nom de l'université McGill qui circule à l'extérieur alors c'est un peu délicat pour l'administration», explique Marie-Louise Gariépy. La raison de cette pratique viendrait du fait que certaines éditions du journal auraient par le passé quelque peu dérangé l'université.

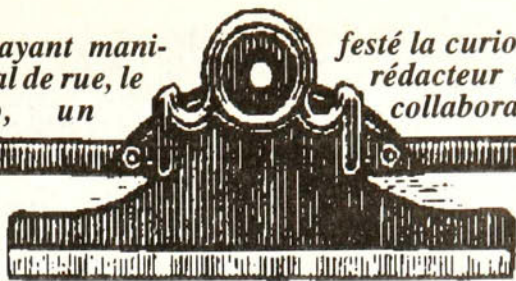
À force de trop vouloir rayonner hors de leur alma mater, les journaux étudiants entrent parfois en compétition. Les exemplaires du *Montréal Campus* déposés dans le présentoir d'un café situé coin St-Denis et de Maisonneuve, fortement visité par les étudiants de l'UQAM, doivent cohabiter bien malgré eux avec le journal de l'Université de Montréal, pourtant perché sur sa montagne à l'autre bout de la ville. Le directeur du *Quartier Libre* se défend de vouloir damer le pion au *Montréal Campus*. «On essaie de créer des ponts avec les autres universités», affirme André Passiour.

Après s'être étendue au quartier entourant leur université, la distribution des journaux étudiants pourraient bientôt se faire partout sur la planète! Grâce au réseau informatique Internet, certains journaux étudiants québécois devraient bientôt imiter leurs homologues canadiens et avoir leur propre site sur le réseau. L'obstacle majeur demeure pour l'instant l'investissement nécessaire en matériel informatique et surtout en temps requis pour informatiser chaque numéro. Pour contourner ce problème, le partage d'un même site par plusieurs publications étudiantes est envisagé.



Plusieurs lecteurs ayant manifesté la curiosité de connaître le rédacteur en chef présente, à chaque numéro, un

collaborateur de L'Itinéraire.



Robert Beaupré Adjoint à la rédaction

Robert est peut-être le membre le plus «ésotérique» de L'Itinéraire. Pas nécessairement parce qu'il est friand de cette littérature, mais parce que sa présence au journal, il la perçoit, au-delà de l'expérience de travail, comme une expérience intérieure.

«Perdu dans l'espace» de lui-même, Robert tente de se retrouver dans l'écriture et d'y tracer les lignes de son futur. Le journal est d'abord et avant tout un travail intellectuel qui lui permet de structurer ses idées et d'exercer son écriture.

Il s'est remis à la lecture ces temps-ci. «Je lisais beaucoup quand j'étais plus jeune, dit-il. En fait, j'ai commencé à étudier quand j'ai lâché l'école. À ce moment-là, je lisais beaucoup de littérature et des livres d'ésotérisme. Entre 20 et 25 ans, je ne faisais qu'écrire: des chansons, n'importe quoi.»

Une jeunesse cependant «ténébreuse» a mis un stop à cet élan d'écrivain. «L'écriture a aussi été associée de très près à la souffrance, dit-il. À un moment donné, inconsciemment, lorsque j'ai décidé de ne plus souffrir, j'ai aussi décidé de cesser d'écrire. Maintenant, je dois essayer de décoller ces siamois maudits afin de pouvoir écrire et vivre heureux.»

Un nomade en lui, plutôt qu'un itinérant, l'a poussé à parcourir le pays d'un bout à l'autre. «J'ai été cadet trois ans, dit-il. À l'âge de 16 ans, j'étais dans l'armée de réserve et à 17 ans, je me retrouvais en Californie. C'est là que j'ai fumé mon premier joint». Les drogues plus dures ont suivi par la suite.

«Avec tout ce que j'ai vécu, j'ai fini par couper les ponts avec mes relations, ma parenté, dit-il. Je me suis retrouvé très seul pendant longtemps. J'ai traversé mon désert personnel.» Il y a douze ans, il a complètement cessé de consommer sans jamais recommencer. «Inconsciemment, la drogue est une question de survie, dit-il. Après des années de consommation, ça n'avait plus d'effet à ce niveau là». Robert explique ainsi la brisure qui s'est produite en lui lorsqu'il a vraiment atteint la dépression: «Avant, je tombais en pleine face et il y avait un spring naturel qui me remontait. Mais à un moment donné, le spring a péti. J'ai vécu pas de spring!»

«Ça a duré longtemps, explique-t-il. Avant ça, je pouvais dire que je pouvais m'en sortir. Plus maintenant. Le spring n'est jamais revenu, même après avoir cessé de consommer, mais la grande noirceur est au moins terminée.»

C'est donc avec ce fond de pessimisme que Robert s'est lancé dans l'aventure du journal, un peu comme un artiste qui travaille sans filet. Il est passé par hasard devant les bureaux de L'Itinéraire et est entré. Il a écrit un témoignage que l'on a publié dans notre deuxième numéro. Le profil de son passé et ses efforts de réinsertion «quelque part» correspondaient bien au «critères d'embauche» du journal. Robert travaille ici à temps plein depuis décembre dernier.

Ses articles lui ont permis de reprendre contact avec des personnes qu'il avait perdu de vue et qui l'ont reconnu en lisant le journal.

«Je ne sais pas où je m'en vais avec tout ça, dit-il, mais je sais que ça me donne une expérience de travail, de la rigueur, et que ça me force à m'insérer dans un groupe.» Au journal, Robert cultive le potentiel de réussite qu'il a en lui et le travail de l'écriture fera son chemin.



La réforme de l'aide juridique Ou l'autre façon de rendre justice à rabais?

Le projet de réforme de l'aide juridique piloté par le ministre de la Justice du Québec, Paul Bégin, sous plusieurs aspects, prête à la controverse. L'actuelle Loi, adoptée au début des années 70, a certes besoin d'être dépoussiérée mais, ce faisant, le gouvernement québécois poursuit deux objectifs apparemment contradictoires: étendre à un plus grand nombre de citoyens la couverture fournie par l'aide juridique tout en comprimant les dépenses. Au Québec, le budget de l'aide juridique s'élève à 120 millions \$ chaque année. Le ministre compte réaliser des économies de 18 millions \$. Des intervenants communautaires font valoir que les démunis risquent une fois de plus de faire les frais de la réforme proposée. Pour leur part, des juristes craignent que certaines dispositions n'aillent à l'encontre des libertés fondamentales garanties par les chartes canadienne et québécoise des droits. Le gouvernement n'a pas l'intention de se plier à la réclamation du Barreau en faveur d'une commission parlementaire sur toute cette question.

Pierre Hamel

Sauf dans le cas des personnes seules dont le seuil d'admissibilité reste à 8870 \$, les barèmes donnant accès à l'aide juridique sont relevés. Aux termes du projet de loi 87 déposé à l'Assemblée nationale, le 11 mai dernier, le barème pour une famille monoparentale comptant un enfant passe de 10 960 \$ à 13 346 \$. Dans le cas d'une famille monoparentale avec deux enfants ou plus, le nouveau seuil d'admissibilité est de 16 298 \$. Deux conjoints ayant un enfant à charge sont admissibles si leur revenu annuel est inférieur à 17 712 \$. Enfin, deux conjoints avec deux enfants à charge ou plus voient leur barème passer de 12 780 \$ à 20 665 \$. Le ministre Bégin évalue à 160 000 Québécois de plus qui, chaque année, vont avoir accès aux services juridiques.

Encore cinq ans en arrière

Interviewée par la journaliste Luce Julien, le 12 mai dernier, sur les ondes de *Radio-Canada* (CBF-690), la porte-parole de la *Fédération des ACEF* (Association coopérative d'économie familiale), Monique Emond, s'est montrée peu impressionnée. «Sur la question des barèmes, ça fait dix ans que ça n'a pas été touché. Le ministre nous annonce en grande pompe l'augmentation des barèmes. C'est clair qu'il y a une augmentation de l'admissibilité. Sauf que, dans ce que nous propose le ministre, les barèmes aux personnes seules ne sont pas augmentés. Les personnes seules, c'est 60% de la clientèle de l'aide juridique. À mon avis, il y a là une coupure non nommée. Pour les familles monoparentales avec un ou deux enfants, c'est comme si on faisait une augmentation qui aurait dû avoir été faite il y a dix ans. Là où on en est rendu, on est peut-être encore cinq ans en arrière.»

Droit à une défense pleine et entière...

Selon le projet de loi 87, un citoyen accusé en vertu du Code criminel aura droit à l'aide juridique, mais seulement dans le cas où il y a risque d'emprisonnement. Si la sanction probable est plutôt l'amende ou encore un programme de travaux compensatoires, la personne ne pourra plus se prévaloir des services de l'aide juridique. Une personne qui a déjà bénéficié gratuitement des services de l'aide juridique à l'occasion de procédures ou d'infractions similaires pourra voir sa demande refusée ou retirée parce que jugée abusive. Les directeurs régionaux de l'aide juridique se voient conférer un pouvoir discrétionnaire malgré les risques d'arbitraire inhérents à cette pratique. En vertu de ce pouvoir discrétionnaire, l'aide juridique

Photo: Louis Chou Modèle: Ron

Soyez l'Homme de Soie

PIGNON SUR RUE
design de mode

BOUTIQUE POUR HOMME
1023, rue Ontario Est Tél: (514) 528-9918

Suite en page 22

La formation professionnelle

Soutenue par des organismes communautaires

On parle beaucoup de formation professionnelle depuis un certain temps. Les entreprises privées ont vite montré les dents lorsque la ministre Louise Harel leur a demandé 1% pour la formation des employés. Il semble encore que se soit le réseau communautaire qui doit prendre à sa charge les actions concrètes. Avec l'appui financier de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre (SQDM) et de la Corporation de développement économique et communautaire (CDEC) Centre-Sud/Plateau Mont-Royal, une vingtaine d'organismes ont pu offrir cette année de la formation professionnelle diversifiée et un suivi de qualité qui a permis à plus de 35% des 320 personnes touchées de retourner sur le marché du travail, alors que les autres ont pu sortir de l'isolement ou retourner aux études.

Serge Lareault

Depuis quatre ans, la CDEC travaille à soutenir les initiatives locales par le Fonds d'adaptation de la main d'oeuvre (FAMO). En effet, 38 organismes ont été financés ainsi 1157 personnes ont bénéficié des formations mises de l'avant par les organismes promoteurs.

Le FAMO est un fonds qui permet le financement des activités de formation portées par les organismes communautaires et les entreprises qui se préoccupent de l'intégration sociale et professionnelle. La SQDM finance les projets et la CDEC a la tâche de les analyser et de supporter les organismes promoteurs dans leur élaboration.

C'est le réseau communautaire qui finalement identifie les besoins en formation des gens défavorisés. «Ces organismes savent répondre de façon originale et diversifiée à ces besoins, de dire Céline Charpentier, directrice générale de la CDEC. Ils insufflent une vitalité sans laquelle des situations difficiles seraient intolérables.»

Grâce au Famo, des gens qui se retrouvent confinés à l'aide sociale parce qu'aucune entreprise privée ne veut les embaucher (ils manquent de formation) retrouvent une lueur d'espoir. Souvent dévalorisés et découragés, ces gens ap-

prennent dans un contexte propice à reprendre l'habitude du travail, à retrouver une confiance en leurs capacités et à acquérir des outils essentiels pour s'insérer sur le marché du travail.

Cette année, des organismes communautaires ont offert des cours d'informatique, de bureautique, de gestion, de mécanique, de technique de garde, d'animation, de relation d'aide, d'entretien sanitaire, de cuisine, etc. Même le journal L'Itinéraire a pu offrir une formation en journalisme et en production médiatique grâce au FAMO. Le journal ne serait probablement pas ce qu'il est aujourd'hui sans cet appui précieux et ses participants ne retrouveraient pas ailleurs la chance de produire un média exprès pour eux.

Lors de la remise des certificats FAMO organisée par la CDEC le 27 avril dernier, les participants ont témoigné de l'apport important que ce type de formation a apporté dans leurs vies.

Soulignons le travail important de Noëlle Samson et de Mario Jarquin de la CDEC auprès des organismes financés par le FAMO.



Le 27 avril dernier, la CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal organisait une soirée de certification pour environ 117 personnes dont la formation professionnelle était complétée. Chacun des vingt organismes venait présenter à sa façon les projets qu'il avait mis de l'avant en vue d'aider sa clientèle à acquérir une formation indispensable pour retourner sur le marché du travail. Sur la photo: La halte-garderie Poussons-Poussette a «chanté» son projet sur l'air du «Blues de la métropole» de Beau Damage.

Inscriptions

27, 28, 29 juin 4, 5, 6 juillet

Début de sessions: 5 juin
10 juillet



Métro Peel

Tél: 849-8393 postes: 712, 709



Métro Viau

Tél: 255-4651



YMCA
Cours de langues

anglais, français
espagnol
italien
portugais
allemand
japonais



MONTREAL

aussi français écrit
& anglais écrit



Second Regard remporte un prix pour son reportage sur *L'Itinéraire*



L'Office des communications sociales (OCS) a remis le prix 1995 de la meilleure émission de télévision au réalisateur André Gariépy et au journaliste Gilles-Claude Thériault de l'émission «*Second Regard*» pour leur reportage sur le journal *L'Itinéraire*, présenté sur les ondes de Radio-Canada en janvier dernier et qui sera en reprise cet été.

L'OCS, fondé en 1957, est un organisme qui a comme objectif de promouvoir les valeurs culturelles, sociales et spirituelles en relation avec les médias. L'Office remet depuis maintenant dix ans cinq prix annuels afin de reconnaître publiquement l'exceptionnelle contribution de production médias à la promotion des valeurs humaines et chrétiennes dans notre société.

«*Second Regard* a donné la parole aux sans-parole, tout comme le fait le journal *L'Itinéraire*: de façon chaleureuse, stimulante, invitante au respect, à la compréhension et à l'acceptation de ceux et celles qui tendent la main aux abords des métros et sur les artères du centre-ville», a déclaré Suzanne Bolduc, membre du jury, directrice générale de la Socabi et éditrice à la revue *Parabole*.

Les membres du journal *L'Itinéraire* profitent de l'occasion pour féliciter et remercier toute l'équipe de *Second Regard* pour cette production exceptionnelle qui a nous a apporté beaucoup de fierté et une bonne dose d'encouragement afin de poursuivre notre travail. *Second Regard* nous a démontré que derrière la caméra, il y a l'âme qui suscite la chaleur et l'émerveillement.



Jacques Paquette, directeur de l'OCS, remettant le prix aux lauréats, soit Gilles-Claude Thériault, journaliste, et André Gariépy, réalisateur.



ACCUEIL BONNEAU INC.
427 EST DE LA COMMUNE
MONTREAL, QUÉ.
H2Y 1J4

Tél.: 845-3906
Fax: 845-7019

Je désire m'abonner au journal *L'Itinéraire* aux conditions suivantes:

Un abonnement d'un an (12 numéros)
30\$ (taxes et frais d'envoi inclus)

Abonnements d'un an
30\$ pour le premier abonnement et
12\$ chaque abonnement supplémentaire
(taxes et frais d'envoi inclus)
Nombre d'abonnements:

Nom: _____

Adresse: _____

Téléphone: _____

Date: _____

Envoyez un chèque ou mandat poste à l'ordre du Journal *L'Itinéraire* à l'adresse suivante:

1223, rue Ontario Est,
Montréal (Québec) H2L 1R5

Denis Barrette
Aréval

Droit criminel
Aide juridique acceptée

2565, rue Centre, bureau 206, Montréal (Québec)
H3K 1J9 (métro Charlevoix) Téléphone: (514) 937-5970



Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

AVEC LES HOMMAGES DE
GILLES DUCEPPE

Député de Laurier/Sainte-Marie
Whip de l'Opposition officielle

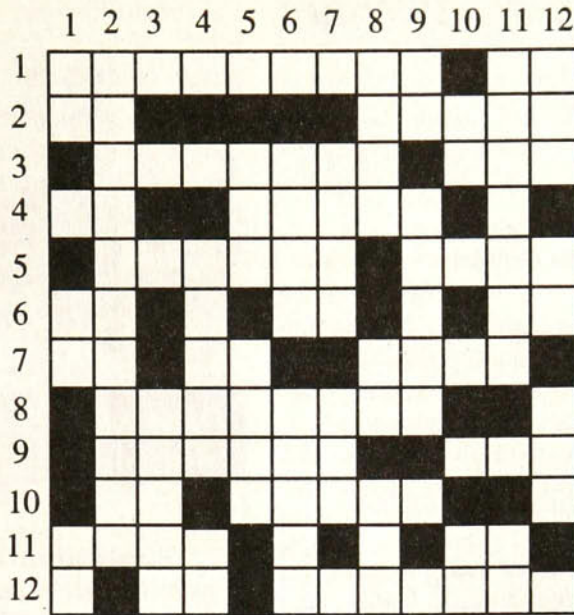
Mots croisés

Horizontalement.

- 1- Fête des Québécois (2 mots). -
Fluve d'Italie.
- 2- Aluminium. - Essentiel à la vie.
- 3- Condition d'un peuple. - Période.
- 4- Note de musique. - Lieux de fêtes.
- 5- Légitime fierté. - Secours.
- 7- Théâtre japonais. - Du verbe être. -
Qui a cessé d'être.
- 8- Effet de trucage.
- 9- Province. - Bavarde.
- 10- Ancien do. - Passe à côté.
- 11- Célébration. - Petit cube.
- 12- Lien. - Emblème.

Verticalement.

- 1- Possessif. - Dans la rose des vents.
- Note de musique.
- 2- Qui a de l'allégorie.
- 3- Affrontement.
- 4- Petite offrande. - Sert à lier.
- 5- Mèche de cheveux. - Mesure de
volume.
- 6- Qui n'est pas commun. - Agis avec
rigueur.
- 7- Adverbe. - Pas ailleurs.
- 8- Préposition. - Théâtre japonais. -
Prénom masculin.
- 9- Nickel. - Pièce d'un
appartement.



- 10- Tellure. - Note de musique.
- 11- Défiler. - Article espagnol.
- 12- Expression espagnole. - Qui a cessé
d'être. - Combustion rapide.

Solution à la page 22

LE RÉSEAU D'AIDE

AUX
PERSONNES
SEULES
ET
ITINÉRANTES
DE
MONTRÉAL INC.

94
RUE STE-CATHERINE
EST
MONTRÉAL (QUÉBEC)
H2Y 1K7

TÉL.: (514) 879-1949



BonSecours Inc.

565 Dublin

935-8882

Admission: de 9 hres à 16 hres

Centre de réhabilitation pour itinérants
alcooliques/ toxicomanes -25 ans et plus



**LA SOCIÉTÉ DE
SAINT-VINCENT DE PAUL**

Conseil Central de Montréal
Laval et L'Assomption

Au service des démunis depuis 1848

1930, Champlain
Montréal H2L 2S8

Téléphone: 526-5937
Télécopieur: 526-5930

Le Groupe Communautaire L'Itinéraire

a besoin de votre aide pour réaliser ses projets. Les personnes qui le désirent peuvent envoyer un don et le joindre au présent coupon. Un reçu de charité sera émis à votre demande pour tout montant de dix dollars (10.00\$) et plus.

Nom :

Je désire un reçu d'impôt

Adresse:

S.V.P. Envoyer vos dons à
Groupe Communautaire
L'Itinéraire
1223, rue Ontario Est
Montréal (Qué.)
H2L 1R5

Tél.: Montant:



Info-Pub:
(514) 597-0238

Plus de 75 000 personnes lisent L'Itinéraire chaque mois. Ils y trouvent une information pertinente sur la vie des plus démunis et sont conscients qu'ils aident des itinérants en achetant ce journal.

Pour continuer, L'Itinéraire doit compter sur des annonceurs qui ont le même souci de répondre aux besoins criants de notre société.

Si vous êtes de ceux-là, vos clients l'apprécieront.

Réforme de l'aide juridique

Suite de la page 18

pourra être refusée si «la somme que représente l'attribution d'une aide additionnelle constitue une allocation excessive de fonds pour la même personne». Les récidivistes sont ainsi exclus des services fournis par l'aide juridique.

Récidivistes ou miséreux?

Le mot récidiviste mérite qu'on s'arrête un moment à cause de la connotation péjorative qui lui est généralement accolée. Lors de l'émission radiophonique *Tout compte fait*, le 12 mai dernier, sur les ondes de CBF-690, la bâtonnière du Québec, Me Claudette Picard, s'est exprimée à ce sujet. «Les récidivistes ce sont, dans bien des cas, des gens qui sont extrêmement démunis. Ce sont des malades mentaux qui se retrouvent sur la rue parce qu'on ne les garde pas dans les hôpitaux. Ce sont les vagabonds qui n'ont pas de domicile connu et qui se retrouvent en Cour municipale le matin. Ce sont des jeunes qui ne sont pas intégrés socialement et qui font des délits répétés. Ces gens-là n'auront plus droit à l'aide juridique.»

De mal en pis

René Charest du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), appréhende une judiciarisation encore plus poussée des personnes itinérantes. «Selon des spécialistes du ministère de la Sécurité publique, 47% des itinérants ont un dossier judiciaire», note-t-il. Ces personnes-là avaient déjà de la difficulté à se défendre. Ça risque de les pénaliser encore plus.»

Face aux commis de l'Etat

Le projet de loi 87 prévoit aussi qu'un citoyen qui se sent lésé dans ses droits par une décision, soit de l'aide sociale, soit de la Société de l'assurance-automobile du Québec (SAAQ) ou de la Régie des rentes du Québec (RRQ) n'aura plus droit à un avocat lors de la révision de son dossier. C'est toute la question du droit préventif qui est évacué. Toujours d'après Me Claudette Picard, «Ce sont les gens les plus démunis de notre société qui n'auront plus droit à un avocat pour aller devant les fonctionnaires de l'Etat. Lorsque le fonctionnaire de l'aide sociale va rendre sa décision, les avocats ne seront plus là pour assister ces gens.»

Devoir de vigilance

Certaines mesures contenues dans le projet de loi 87 portent, certes, moins à controverse que d'autres. Encore qu'il convienne d'examiner les implications concrètes. C'est le cas, notamment, de celle qui prévoit qu'une personne accusée en vertu du Code de la route, par exemple, d'avoir conduit avec les facultés affaiblies, ne va plus être admissible aux services de

l'aide juridique. Par ailleurs, l'imposition d'un plafond aux honoraires des avocats de pratique privée oeuvrant à l'aide juridique permettra peut-être de réaliser des économies, même si l'impact de ces dernières sur le budget global de l'aide juridique demeure largement inconnu.

Prise globalement, la réforme projetée fait appel au devoir de vigilance des citoyens. Non seulement l'accès des plus démunis aux moyens de se défendre adéquatement risque-t-il d'être battu en brèche, mais ce sont également les droits et libertés reconnus à tous auxquels la législation proposée pourrait porter atteinte, à moins que des amendements majeurs n'y soient apportés.



Dieu dans les médias...

Suite de la page 15

Socabi

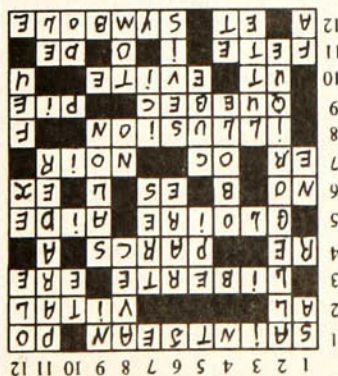
Socabi est un OSBL catholique qui publie *Parabole*, une revue qui se donne pour objectif de stimuler l'intérêt pour la lecture de la Bible. Suzanne Bolduc, la directrice générale, souligne l'importance de renouveler le contenu de la revue de même que le contenant. À l'origine, la publication était un bulletin pour les gens qui travaillaient ou s'impliquaient dans le domaine communautaire. «À un moment donné, nous étions davantage concentrés sur l'exégèse des textes bibliques, dit-elle. Maintenant nous désirons insister sur l'application des principes bibliques dans la vie quotidienne.»

Parabole, qui avait le format tabloïd depuis 17 ans, est devenue une revue en septembre 1994, suite à un sondage auprès des lecteurs. «Nos lecteurs déploraient la présentation que donnait le format tabloïd», se rappelle Suzanne Bolduc. En effet la mauvaise qualité de l'encre et du papier généralement utilisés dans les tabloïds n'est pas un incitatif à la relecture. «L'information que nous véhiculons, ajoute-t-elle, touche à la durée, ce n'est pas de l'information ordinaire, éphémère.»

Pendant dix-sept ans, le tirage des cinq numéros annuels se situait autour de 30 000 copies. Nous survivons malgré aucune subvention», dit Mme Bolduc. Nous avons fait une campagne de financement privé. Mais le passage que nous effectuons de tabloïd au format revue se fait sans filet. Nous devons y aller graduellement.»



Solution de la page 21



LES OEUVRES DE LA MAISON DU PÈRE

550, boul. René-Lévesque Est
Montréal (Québec) H2L 2L3
Tél.: (514) 845-0168 Fax: (514) 845-2108

Boîte aux lettres
Nous attendons vos
lettres, opinions et
commentaires,
à l'adresse suivante:

Journal L'itinéraire
1223, rue Ontario Est
Montréal (Québec) H2L-1R5
Tél.: (514) 597-0238
Télécopieur: (514) 594-1544

Les orphelins Duplessis

En réponse à une lettre du mois d'avril publiée dans ces pages, Hervé Bertrand,, président des Orphelins et orphelines institutionnalisés de Duplessis (COOID), donne son point de vue sur le dossier des orphelins (es) de Duplessis.

Tout le monde du Québec reconnaît qu'il y a bien eu un pacte ou une collusion entre les gouvernements Fédéral et Provincial, les religieux et les psychiatres.

La chicane constitutionnelle actuelle est la même qui planait sur ma tête en 1953. Cette année-là, on a décidé de couper comme on le fait actuellement dans les institutions et c'est à ce moment que les religieuses ne savaient plus quoi faire avec les orphelins(es). On a même mentionné l'euthanasie et ils ont choisi de nous garder comme esclaves dans les institutions étant donné qu'ils n'avaient pas de dossiers médicaux. Des médecins ont comploté avec les religieuses. On a donné des dossiers médicaux de débilité mentale ou déficience, imbecilité, idiotie et autres titres comme je l'ai vu dans plusieurs dossiers.

Le 18 mars 1954, on nous a étiquetés et tous mis des barreaux dans les fenêtres et voilà, nous étions des prisonniers politiques. Nous avons perdu tous nos droits et aussi notre jeunesse. Plusieurs orphelins(es) sont restés dans

les institutions car ils sont devenus des déficients acquis. Encore aujourd'hui les orphelins et orphelines sont démunis dans cette société. Ils n'ont aucun outil pour les aider à regagner leur dignité humaine, une autre société distincte.

Dernièrement, en février, un sondage SOM démontrait que les gens, à 54%, croit que l'on doit indemniser et donner des excuses de la part des deux gouvernements, des psychiatres et des religieuses pour que ces orphelins(es) regagnent leur dignité et puissent finir leurs jours en paix.

Au criminel, le Ministère de la Justice a décidé de ne pas porter des accusations contre les personnes qui ont fait des abus physiques et sexuels et autres voies de fait. Sur 350 plaintes, aucune n'a été retenue.

Les gouvernements et surtout les religieuses tentent ardemment de faire cesser les allégations des orphelins(es) de Duplessis pour ne pas payer la note et perdre surtout leur réputation. Si sur cette terre nous n'avons pas de Justice, au ciel nous aurons la vraie justice.

Le choix de mourir ou de vivre

Le sida est un choc. Le sida fait sa propre violence. Le sida est un souvenir d'une partie de ta vie. Il t'attend. En attendant il dort, il vit en V.I.H. Il t'accompagne partout, tout ce que tu fais, il le fait. Tout ce que tu penses, il le vit.

Si tu vis bien, tu l'hypnotises, par contre, si tu te maganes, il s'excite, et lorsqu'il s'excite, il grandit, il prend de l'expansion. Il prend un peu de vie à chaque fois jusqu'à ce qu'il la prenne toute et t'emène dans la mort. Ce n'est qu'à ce moment là qu'on se sépare de lui.

Délivrance? De quoi? De la maladie ou de la vie?

Endort le V.I.H., éveille ta vie doucement. Prend-là, cajole-là. Je garde la balle dans mon camp. Je jouis de la vie pleinement. De l'amour, de l'amitié, de la paix, des caresses, de l'affection, de la communication, de l'écoute, de l'information, etc... J'en fais mes alliés, je suis sûr de gagner.

Le V.I.H. m'apporte la V-I-E.

Anonyme



**Collectif
de Recherche
sur l'Itinérance**

COMMUNIQUÉ...

Le CRI vous invite au colloque:

**Jeunes en difficulté
De l'exclusion vers l'itinérance**

**Le 9 juin 1995 à la
Bibliothèque nationale
du Québec**
situé au 1700 rue St-Denis à Montréal

Informations: (514) 987-3705

Espoir pour les mal-aimés

RELATION D'AIDE

La journaliste et conférencière motivatrice bien connue, Yolande Vigeant, lève le voile sur un sujet encore exploré au Québec, soit celui d'adultes qui ont terriblement manqué d'amour dans leur enfance. Il s'agit d'un premier livre écrit sur le sujet d'enfants qui ont grandi dans une famille alcoolique ou dysfonctionnelle.

L'auteure explique comment elle s'est rétablie non seulement de l'alcoolisme mais aussi de la dépression qu'elle a plus ou moins traînée tout au long de sa vie. Sa soeur Lorraine, une anorexique-boulimique, livre aussi un témoignage bouleversant sur les traumatismes qu'elles ont toutes les deux subis dans leur famille perturbée. Ces deux femmes nous entraînent dans leur touchante recherche du bonheur.

D'autres vibrants témoignages, troublants de vérité et d'émotions, viennent étoffer cet ouvrage déjà solidement documenté. Des femmes battues expliquent pourquoi elles se laissaient ainsi battre. Des enfants négligés et violentés écrivent en désespoir de cause au Père Noël. Adolescente, grand-mère, danseuse à gogo, intellectuel, toxicomane, criminel endurci, tous se retrouvent dans ces pages et crient au secours. L'auteure sonde avec une émouvante perspicacité les profondeurs du coeur humain.

10^{ième} mille

Yolande Vigeant

ESPOIR pour les MAL-AIMÉS RELATION D'AIDE

Préface de
MICHEL FORGET

10^{ième} MILLE

Enfants adultes d'alcooliques
Couples en détresse • Familles perturbées
Victimes d'inceste • Solitaires

LA CODÉPENDANCE EXPLIQUÉE

Enfin!
**Un livre thérapeutique
écrit dans un langage
simple et clair.**

Prix: 19,95\$ • ISBN: 2-921207-11-7
Format: 15,2 x 22,8 cm • 223 pages

Oui, je veux recevoir le livre
«Espoir pour les mal-aimés» au prix de
19,95\$ + 1,41 de TPS pour un total de 21,36\$.
J'économise les frais de poste et de manutention.



ÉDIMAG inc.
C.P. 325, Succursale Rosemont
Montréal, Qc
H1X 3B8

Votre nom:
Adresse:
.....
Ville:
Code postal:
Âge:

C.O.D. refusé